

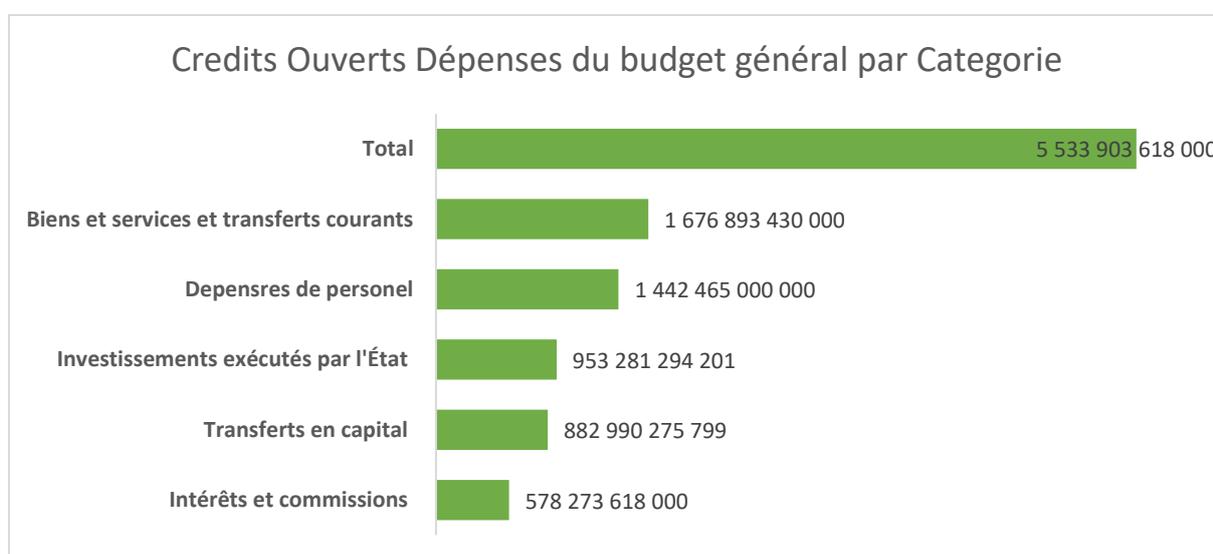
2024/10/31

## Rapport d'analyse de la LFI 2024 portant sur les Dépenses du budget

Ce rapport détaille la répartition des dépenses du budget général du Sénégal pour 2024, révélant les priorités budgétaires. Les catégories telles que les intérêts et commissions, les investissements étatiques, les dépenses de personnel, les dépenses courantes, montrent une répartition inégale des ressources. Cette répartition entraîne des effets négatifs, tels que des difficultés de planification, une instabilité financière et des contraintes de trésorerie. De plus, un déficit budgétaire de -840,20 milliards de FCFA requiert des mesures pour équilibrer les charges et les ressources.

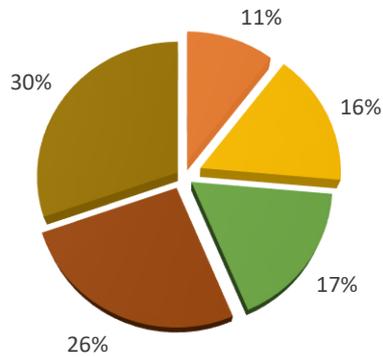
### Dépenses du budget général par Catégorie

L'analyse qui suit explique les dépenses du budget général réparties par catégorie et les crédits ouverts. Le budget général est essentiel pour la gestion des finances publiques, et il est crucial de comprendre comment les ressources sont allouées dans différentes catégories pour avoir un aperçu complet des priorités budgétaires.



### Repartition des Credits Ouverts Dépenses du budget général par Catégorie en Valeur Réelle

- Intérêts et commissions
- Transferts en capital
- Investissements exécutés par l'État
- Dépenses de personnel
- Biens et services et transferts courants



**Intérêts et commissions** : représente un montant de 578 273 618 000 FCFA. Ces dépenses sont liées aux charges financières, telles que les intérêts sur la dette publique, qui doivent être honorées. Cela peut refléter l'importance de la gestion de la dette publique pour le gouvernement.

**Transferts en capital** : représente 882 990 275 799 FCFA. Ces transferts en capital sont souvent liés à des investissements à long terme dans des infrastructures ou d'autres actifs. Cette catégorie peut indiquer l'engagement du gouvernement à investir dans le développement à long terme.

**Investissements exécutés par l'État** : totalise 953 281 294 201 FCFA. Ces investissements sont généralement liés à des projets gouvernementaux spécifiques et peuvent inclure des projets d'infrastructure, d'éducation, de santé, etc.

**Dépenses de personnel** : la plus importante, avec un total de 1 442 465 000 000 FCFA. Cela indique que les coûts liés aux effectifs du gouvernement, y compris les salaires, les avantages sociaux et autres dépenses connexes, sont une part significative du budget général.

Cela peut refléter l'importance des ressources humaines dans l'administration publique.

**Biens et services et transferts courants** ; totalise 1 676 893 430 000 FCFA. Ces dépenses englobent diverses dépenses opérationnelles courantes du gouvernement, telles que l'achat de biens, de services, et les transferts réguliers aux entités et programmes gouvernementaux.

En somme, cette répartition détaillée des dépenses du budget général, met en évidence l'importance des intérêts sur la dette, des investissements, des dépenses de personnel et des dépenses courantes dans les priorités budgétaires du gouvernement Cette analyse est cruciale pour comprendre comment les ressources publiques sont allouées et où les fonds sont principalement consacrés.

### **Effets négatifs sur le Développement**

Les dépenses du budget général peuvent avoir des inconvénients pour le développement économique, en fonction de la manière dont elles sont gérées et allouées. Voici quelques inconvénients potentiels

*Déséquilibre budgétaire* : Des dépenses excessives par rapport aux recettes peuvent entraîner un déséquilibre budgétaire. Cela peut conduire à un endettement excessif du gouvernement, des taux d'intérêt plus élevés et un fardeau fiscal accru, ce qui peut freiner la croissance économique.

*Dépendance excessive à l'égard de la dette* : Si une grande partie des dépenses est consacrée au paiement des intérêts et des remboursements de la dette, cela peut réduire les ressources disponibles pour d'autres investissements et programmes de développement. Une dépendance excessive à l'égard de la dette peut compromettre la stabilité financière du pays.

*Faible efficacité des dépenses* : Si les dépenses de personnel, les biens et services, ou les transferts courants ne sont pas gérés efficacement, cela peut entraîner un gaspillage de ressources. Les inefficacités peuvent réduire la valeur de chaque FCFA dépensé, limitant ainsi l'impact des investissements publics sur le développement économique.

*Manque de priorité pour les investissements productifs* : Si une grande partie du budget est consacrée aux dépenses courantes plutôt qu'aux investissements productifs, cela peut entraver la croissance à long terme. Les investissements dans l'infrastructure, l'éducation, la santé et d'autres domaines essentiels au développement économique peuvent être négligés.

*Pression sur les taux d'intérêt* : Les dépenses importantes consacrées aux intérêts de la dette peuvent exercer une pression sur les taux d'intérêt, ce qui peut avoir un impact négatif sur le secteur privé en rendant l'emprunt plus coûteux. Cela peut dissuader les entreprises d'investir et de créer des emplois.

*Risque d'inflation* : Des dépenses excessives sans une croissance économique correspondante peuvent entraîner une augmentation de la demande intérieure, ce qui peut contribuer à l'inflation si l'économie ne peut pas suivre le rythme de la demande accrue. En effet le Sénégal se trouve présentement dans ce cas de figure avec la hausse exagérées des prix des denrées de consommations.

En résumé, bien que les dépenses publiques soient essentielles pour le développement économique, leur gestion inadéquate ou leur allocation inefficace peuvent entraîner des inconvénients, tels que des déséquilibres budgétaires, une dépendance à l'égard de la dette, des priorités mal équilibrées, des taux d'intérêt élevés, et le risque d'inflation. Il est donc essentiel que les gouvernements veillent à ce que leurs dépenses soient judicieusement gérées pour maximiser leur impact sur la croissance économique durable.

## PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNEL ET MENSUALISE 2024

Le plan de trésorerie prévisionnel présente un aperçu des ressources et des charges mensuelles, ainsi que du solde du compte de règlement pour l'année.

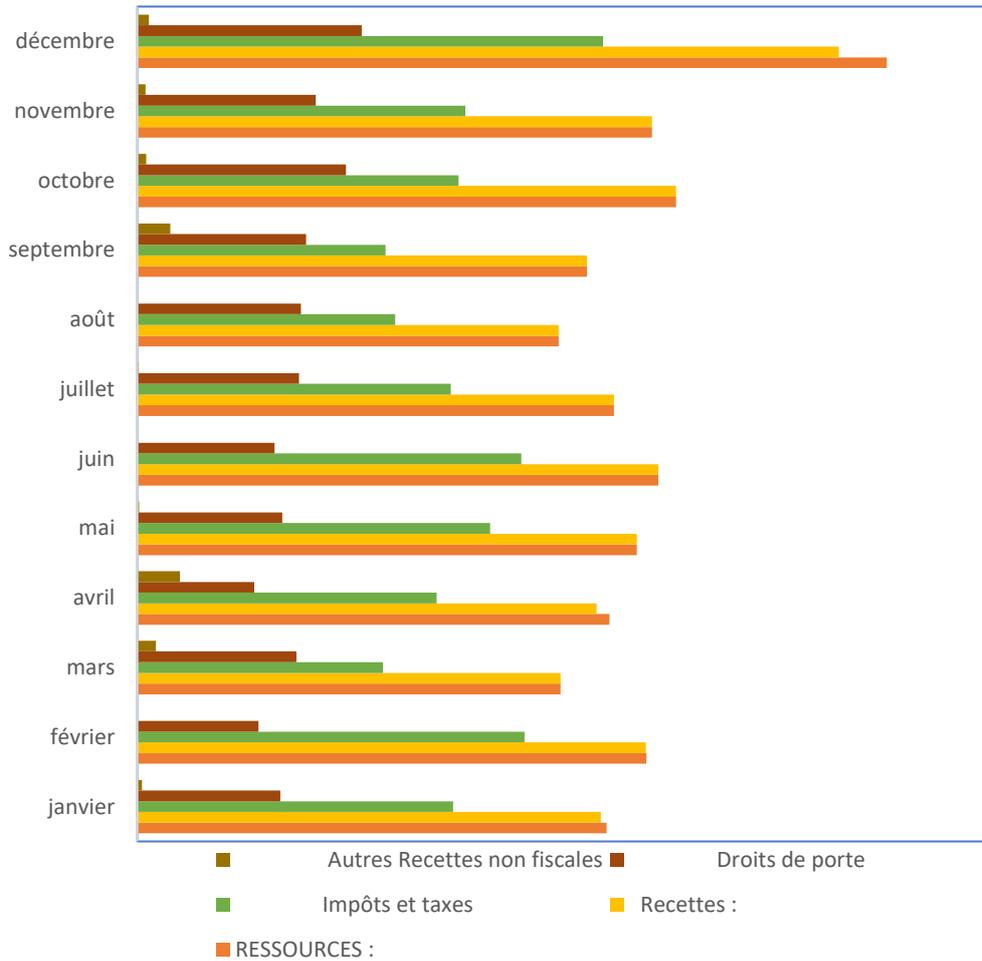
Le plan de trésorerie prévisionnel et mensualisé de 2024 est divisé en deux sections principales : Les Ressources et les Charges

### Ressources :

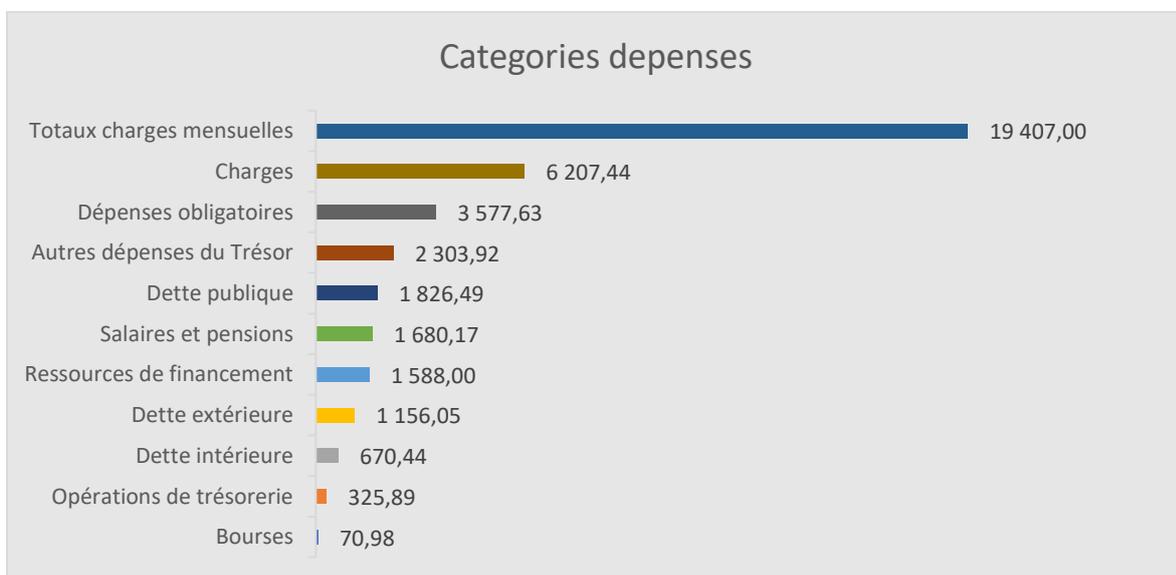
NATURE	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	Total
RESSOURCES :	329 009	356 937	296 871	331 032	350 302	365 439	334 191	295 554	315 264	377 808	360 950	525 578	4 238 935
Recettes :	324 970	356 578	296 871	321 978	350 302	365 439	334 191	295 554	315 264	377 808	360 950	491 874	4 191 778
Impôts et taxes	221 507	271 630	172 339	209 937	247 401	269 244	219 849	180 759	174 008	225 253	229 960	326 578	2 748 466
Droits de porte	100 195	84 947	111 531	82 079	101 568	96 195	113 380	114 707	118 247	146 343	125 216	157 404	1 351 812
Autres Recettes non fiscales	3 269	-	13 001	29 962	1 332	-	962	87	23 009	6 212	5 774	7 891	91 500
Appuis budgétaires (dons budgétaires)	4 039	359	-	9 054	-	-	-	-	-	-	-	33 705	47 157

Les ressources mensuelles varient tout au long de l'année, avec un total annuel de 4 238,935 milliards de FCFA. Les principales sources de recettes sont les impôts et taxes, représentant 2 748,466 milliards de FCFA, et les droits de porte, totalisant 1 351,812 milliards de FCFA. Les dons budgétaires s'élèvent à 33,705 milliards de FCFA.

## PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNEL ET MENSUALISE 2024



## Charges (Dépenses du Budget)

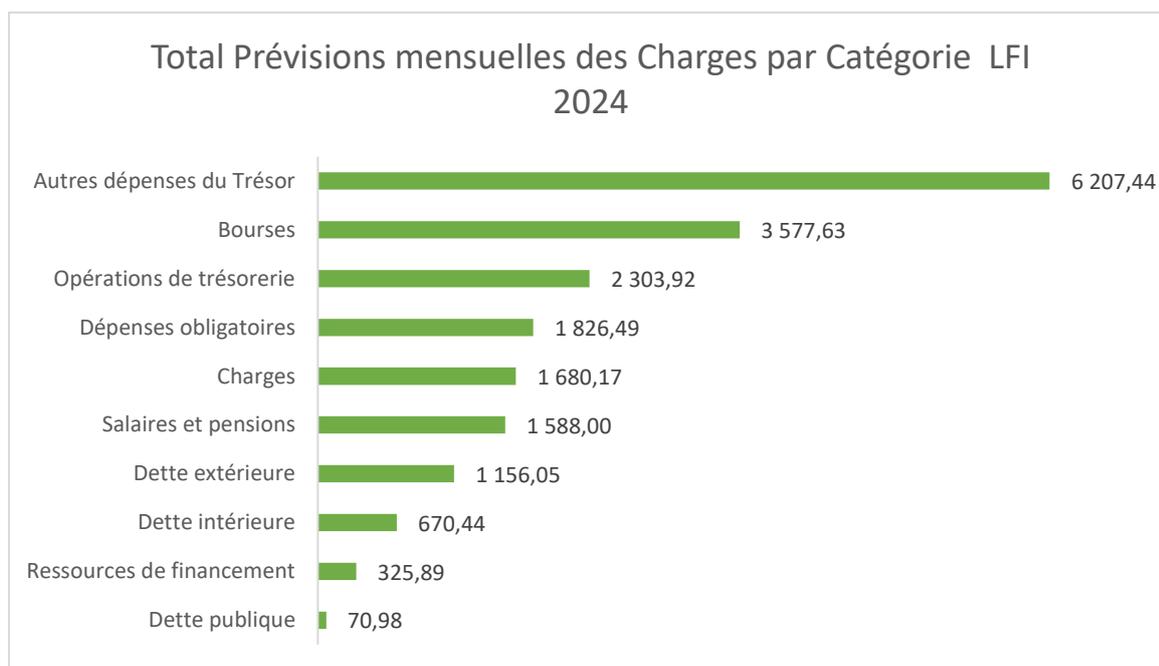


Les catégories majeures de dépenses comprennent d'abord les "Salaires et Pensions" totalisant 1,680,17 milliards FCFA, mettant en lumière l'importance des rémunérations des employés et des allocations de retraite. Les "Dépenses Obligatoires" représentent un montant de 3,577,63 milliards FCFA, englobant les coûts incompressibles comme la dette publique, les salaires, et d'autres engagements imposés par la loi. La "Dette Publique" se divise en "Dette Extérieure" (1,156,05 milliards FCFA) et "Dette Intérieure" (670,44 milliards FCFA), soulignant les obligations de remboursement du gouvernement envers les créanciers étrangers et nationaux.

Par ailleurs, les "Charges" totales s'élèvent à 6,207,44 milliards FCFA, englobant l'ensemble des coûts nécessaires pour les opérations gouvernementales. Les "Ressources de Financement" atteignent 1,588,00 milliards FCFA, illustrant les efforts pour équilibrer les finances par des moyens de financement variés. Les "Autres Dépenses du Trésor" totalisent 2,303,92 milliards FCFA, couvrant des coûts divers comme les équipements, les achats gouvernementaux, et autres dépenses administratives. Enfin, les "Bourses" s'élèvent à 70,98 milliards FCFA, représentant l'investissement dans l'éducation à travers des programmes de bourses et de soutien aux étudiants.

En conclusion, la répartition détaillée des dépenses du budget sénégalais met en lumière l'importance des salaires, des obligations légales et des coûts opérationnels pour l'État. Ces données reflètent les priorités financières du gouvernement, mettant en exergue l'engagement envers l'éducation, les dépenses obligatoires, et la gestion prudente des coûts administratifs. La gestion efficiente de ces catégories est essentielle pour assurer la stabilité financière du pays et respecter les obligations budgétaires.

### **Total mensuel des dépenses par catégorie**



Plusieurs catégories clés ressortent de manière significative. Tout d'abord, les "Charges" représentent le coût total des opérations gouvernementales, totalisant 1,680,17 milliards de FCFA. Ce poste budgétaire englobe l'ensemble des dépenses du gouvernement et démontre l'ampleur des responsabilités financières de l'État.

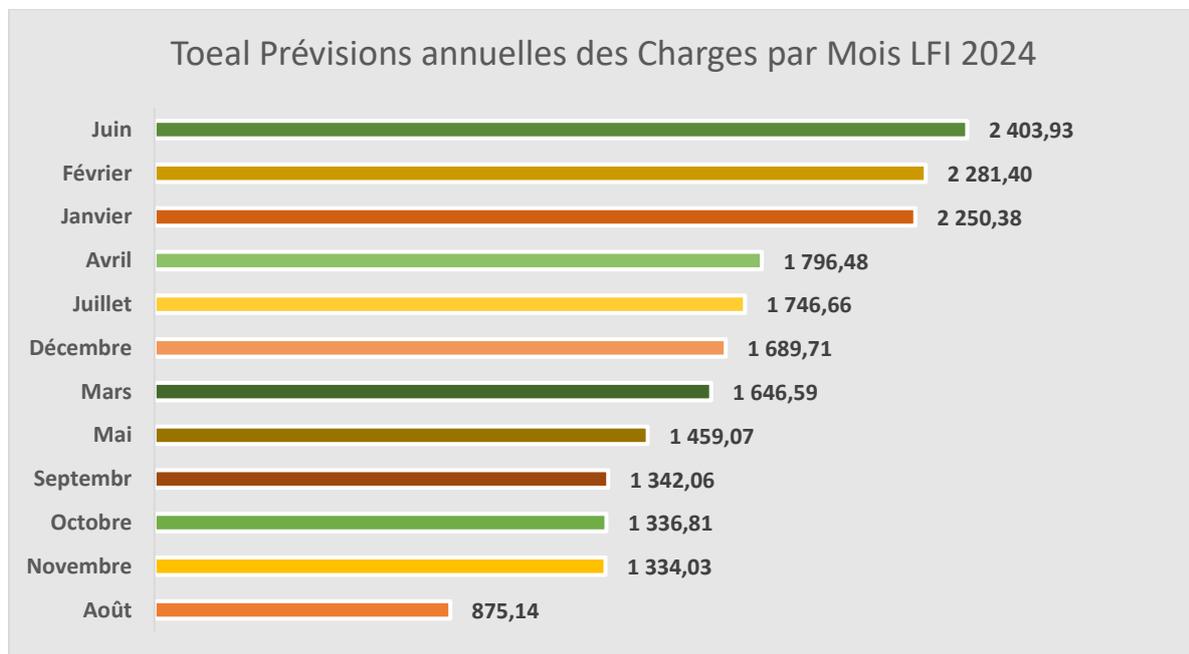
Parmi les charges, les "Dépenses Obligatoires" se démarquent avec 1,826,49 milliards de FCFA, englobant les salaires et les pensions, ainsi que la dette publique. La gestion efficace de ces dépenses est cruciale pour garantir la stabilité financière de l'État et le respect de ses engagements.

D'autre part, les "Ressources de Financement" sont prévues pour atteindre 325,89 milliards de FCFA, indiquant la recherche de sources de financement pour combler une partie du déficit budgétaire.

Enfin, la "Dette Publique" est un poste clé, atteignant 70,98 milliards de FCFA, démontrant l'engagement envers la gestion de la dette. Les montants importants liés à la "Dette Intérieure" (670,44 milliards de FCFA) et à la "Dette Extérieure" (1 156,05 milliards de FCFA) reflètent les obligations financières envers les créanciers nationaux et internationaux.

## Charges annuelles par Catégorie

Les dépenses mensuelles de la Loi de Finances Initiale (LFI) 2024, exprimées en milliards de Francs CFA, montrent des variations significatives. Les mois de pointe tels que juin, Février et janvier affichent des montants considérables, dépassant les 2 milliards de FCFA. En contraste, les mois d'Août, Novembre, Octobre et septembre présentent des dépenses nettement moindres, inférieures à 1 milliard de FCFA.



Une analyse approfondie de ces données révèle une tendance saisonnière. Les premiers mois de l'année (Janvier, Février) montrent des niveaux de dépenses élevés, suggérant un démarrage actif. En revanche, les mois de fin d'année (Août, Septembre, Octobre, Novembre) reflètent une diminution notable des dépenses, peut-être en lien avec une gestion budgétaire plus prudente ou la finalisation de certains programmes.

L'écart substantiel entre les montants mensuels souligne des priorités de dépenses distinctes. Les données indiquent des cycles budgétaires marqués, impliquant des allocations financières différentes tout au

long de l'année. Cette distribution asymétrique des charges révèle des mois de forte concentration de dépenses, reflétant potentiellement des phases d'exécution de projets ou des programmes spécifiques.

### **Effets négatifs**

La répartition inégale des charges budgétaires peut entraîner plusieurs effets négatifs, notamment :

*Difficultés de planification financière* : Une répartition inégale des charges peut rendre la planification budgétaire plus complexe. Les fluctuations importantes dans les dépenses d'un mois à l'autre peuvent rendre difficile la prévision des flux de trésorerie, entraînant des défis pour l'allocation des ressources.

*Instabilité et incertitude* : Les écarts significatifs entre les mois peuvent générer de l'instabilité et de l'incertitude dans la gestion financière. Cela peut impacter la stabilité économique et l'efficacité opérationnelle, car des mois avec des charges très élevées peuvent nécessiter des ajustements ou des mesures d'urgence.

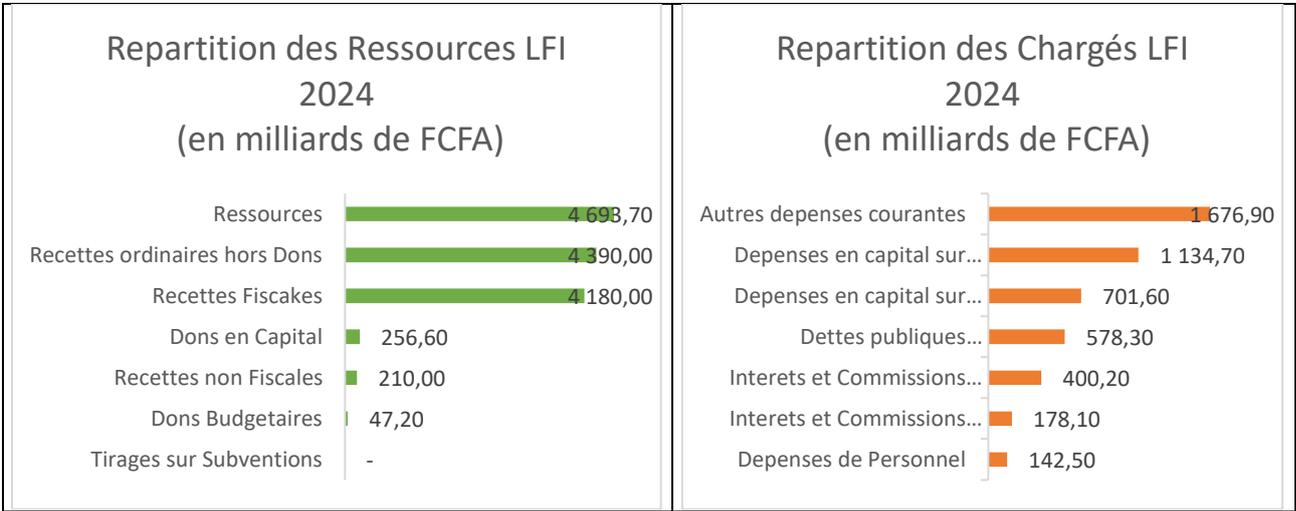
*Contraintes de trésorerie* : Les mois avec des charges très élevées pourraient entraîner des contraintes de trésorerie. Si les ressources financières ne sont pas disponibles de manière adéquate pour couvrir ces pics de dépenses, cela peut conduire à des retards de paiement, des emprunts coûteux ou des coupes dans d'autres secteurs budgétaires pour compenser.

*Impact sur l'efficacité des programmes* : Une répartition inégale des charges pourrait impacter l'efficacité des programmes. Si les mois de pointe correspondent à des activités clés ou à des investissements importants, les périodes de moindre dépense pourraient réduire la capacité à maintenir un niveau de service continu ou à soutenir des initiatives importantes.

En somme, cette répartition inégale des charges peut générer des défis financiers, opérationnels et de planification, pouvant affecter la stabilité et l'efficacité globale des opérations budgétaires.

### DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL (Recettes- Charges)

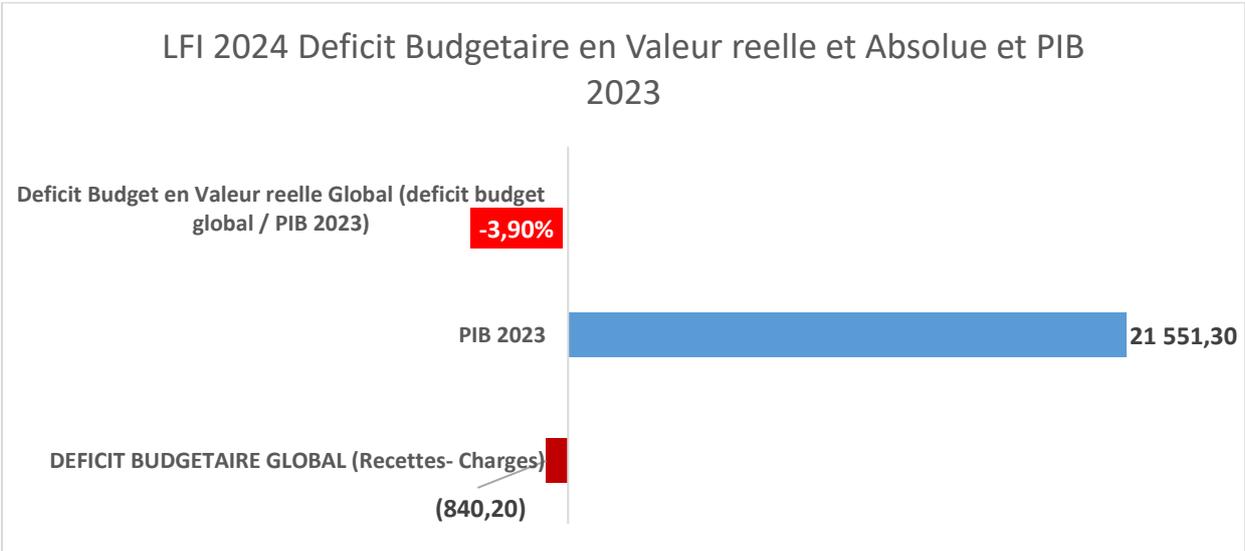
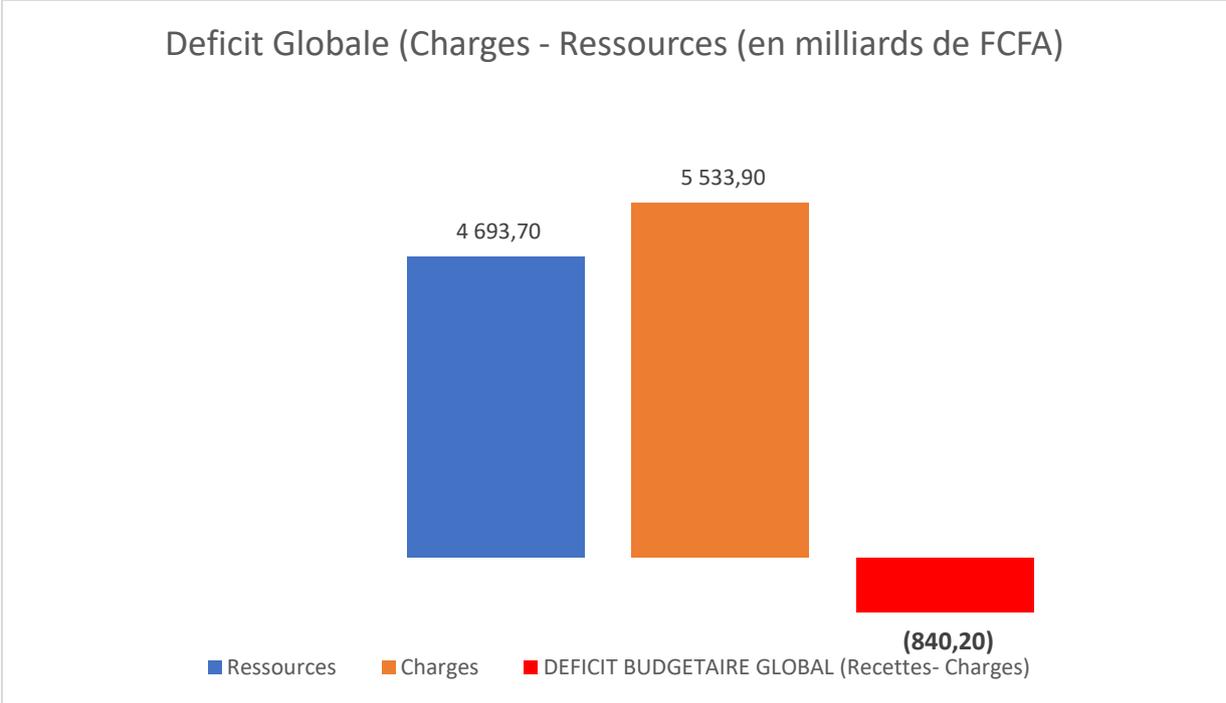
Ci-dessous une analyse des données budgétaires du Sénégal pour l'année 2024, en se concentrant sur les ressources, les charges et le déficit budgétaire global.



Les "Ressources" s'élèvent à 4,693,70 milliards de FCFA, indiquant les fonds disponibles pour financer les dépenses gouvernementales. En revanche, les "Charges" atteignent 5,533,90 milliards de FCFA, révélant le coût total des opérations gouvernementales. Cela signifie que les charges dépassent les ressources, ce qui se traduit par un "Déficit Budgétaire Global" de -840,20 milliards de FCFA. Ce déficit indique que le gouvernement devra mobiliser des ressources supplémentaires ou réduire les dépenses pour équilibrer son budget.

Le "Déficit Budgétaire en Valeur Réelle Global" est également calculé en le rapportant au PIB de l'année précédente (PIB 2023). Avec une

valeur de -3,90%, cela signifie que le déficit budgétaire représente 3,90% du PIB de l'année précédente.



Ces données permettent d'évaluer la taille du déficit par rapport à l'économie du pays, ce qui peut avoir des implications sur la soutenabilité budgétaire. Il est important pour le gouvernement de prendre des mesures pour gérer ce déficit de manière à maintenir la stabilité financière et à atteindre ses objectifs économiques.

Macodou Ndione MONCAP

(SDPS)

.